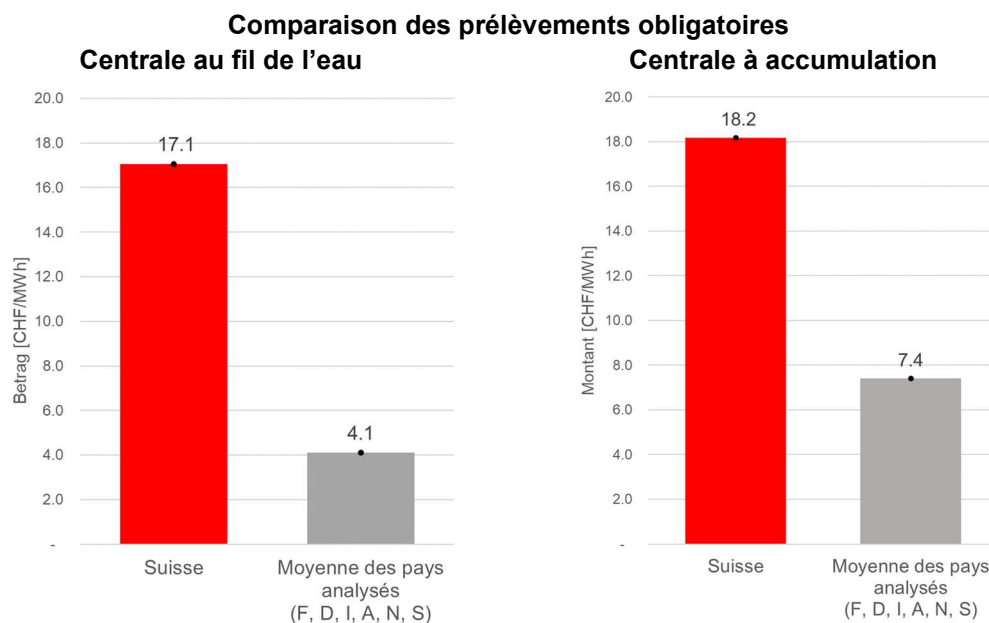


Redevance hydraulique

Hydraulique suisse jusqu'à 9 fois plus taxée que la concurrence européenne

18 février 2019

Une comparaison des prélèvements obligatoires imposés aux producteurs d'hydroélectricité dans sept pays d'Europe montre de grandes différences – au détriment des producteurs suisses: La Suisse impose aux producteurs d'hydroélectricité une charge fiscale plus importante que tous les autres pays analysés. Cet écart se justifie entièrement par une redevance hydraulique ayant un taux nettement plus élevé.



Dans un contexte de marché libéralisé, les producteurs n'ont plus la possibilité de livrer directement des clients finaux à des prix couvrant les coûts de revient. Dans cet environnement de marché, l'hydraulique suisse se trouve en concurrence directe avec d'autres formes de production ainsi qu'avec des producteurs étrangers. D'un autre côté, l'Europe et la Suisse s'engagent à réduire leurs émissions de CO₂, notamment aussi du secteur électrique. Sur cette base, un paquet de mesures ont été prises un peu partout afin d'encourager et promouvoir les énergies renouvelables.

Il est donc intéressant de savoir à quelles charges fait face l'hydraulique suisse, fortement taxée, en comparaison internationale. Dans ce but, les mécanismes et niveaux de prélèvements obligatoires portant sur les sociétés de production hydroélectriques dans plusieurs pays et affectant la rentabilité de celles-ci ont été examinés.ⁱ Ces prélèvements obligatoires ont été comparés pour la grande hydrauliqueⁱⁱ dans les sept pays suivants: Suisse, France, Allemagne, Italie, Autriche, Norvège et Suède.ⁱⁱⁱ

1. Les mécanismes de prélèvements obligatoires

Le tableau 1 montre la grande diversité des prélèvements obligatoires auxquels sont soumis les producteurs d'hydroélectricité dans les sept pays examinés, ainsi qu'une répartition contrastée selon les pays entre prélèvements spécifiques à la production hydraulique et prélèvements non spécifiques.

Suisse

- En Suisse, la fiscalité relève concomitamment de la Confédération, des cantons et des communes.
- Les prélèvements non spécifiques regroupent l'impôt foncier, l'impôt sur le capital et la taxe de culte. Les cantons analysés appliquent l'ensemble de ces prélèvements à l'exception du Valais qui n'applique pas de taxe de culte.
- La redevance hydraulique (y.c. l'impôt spécial) constitue le prélèvement spécifique imposé aux producteurs d'hydroélectricité. La Confédération fixe le taux maximal de l'ensemble du prélève-

	Suisse	France	Allemagne	Italie	Autriche	Norvège	Suède
Prélèvements non-spécifiques	Impôt sur le capital	Cotisation foncière des entreprises	Impôt foncier	Impôt foncier (IMU)	Impôt foncier	Impôt foncier	Impôt foncier
	Impôt foncier	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises		Impôt foncier (TASI)			
	Taxe de culte	Taxe foncière sur les propriétés bâties					
		Contribution sociale de solidarité des sociétés					
Prélèvements spécifiques	Redevance hydraulique (y.c. impôt spécial)	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	Redevance hydraulique	Redevance domaniale de concessions	Tarif d'utilisation du réseau	Tarif d'utilisation du réseau	Tarif d'utilisation du réseau
		Redevance hydraulique		Redevance aux institutions riveraines		Redevance sur les ressources naturelles	
				Redevance communale supplémentaire		Frais de licence	
				Contribution à l'autorité de régulation de l'énergie			

Tableau 1 Tableau récapitulatif de l'ensemble des prélèvements obligatoires

ment (110 CHF/kW_{th}) et laisse la liberté aux cantons et aux communes de définir les taux à appliquer et la répartition.^{iv} Ces prélèvements sont basés sur la définition de la puissance moyenne théorique de la centrale. Cette dernière est variable car elle dépend de la hauteur de chute d'eau utilisable et du débit utilisable moyen.

France

- En France, la majorité des prélèvements obligatoires appliqués aux sociétés de production d'hydroélectricité sont non spécifiques à leur activité.
- L'impôt foncier est perçu à travers la cotisation foncière des entreprises (CFE) ainsi que de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Ces deux prélèvements non spécifiques sont les plus importants et sont versés aux collectivités.
- Une redevance hydraulique est prélevée proportionnellement au volume d'hydroélectricité produite au profit de l'État et des collectivités. Par ailleurs, un impôt spécifique aux entreprises du secteur de l'énergie, nommé imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER), est également perçu par les collectivités à un taux fixé par l'État français. Sa base d'imposition dépend de la puissance de raccordement de la centrale au réseau électrique.

Allemagne

- Peu de prélèvements obligatoires sont imposés aux producteurs d'hydroélectricité en Allemagne.
- L'impôt foncier représente le seul prélèvement non spécifique perçu en Bavière et en Bade-Wurtemberg et son taux est du ressort des communes.
- Une redevance hydraulique existe également en Allemagne et son taux est défini par les Länder; quant à sa base d'imposition, elle varie selon les années de la même manière que décrite en Suisse selon la puissance théorique.

Italie

- Les producteurs hydroélectriques italiens sont soumis à de nombreux prélèvements obligatoires.
- Deux impôts fonciers existent et sont au bénéfice de l'État italien et des communes où la centrale est localisée.
- Plusieurs redevances sont perçues par les régions et les municipalités. Les centrales à accumulation sont assujetties à une redevance hydraulique supplémentaire en comparaison avec les centrales au fil de l'eau. En outre, l'ensemble de ces prélèvements spécifiques dépend de la valeur de la puissance moyenne théorique de la centrale comme décrit en Suisse.

Autriche

- Peu de prélèvements obligatoires sont imposés aux producteurs d'hydroélectricité en Autriche.
- L'impôt foncier constitue le seul prélèvement non spécifique imposé aux producteurs d'hydroélectricité et est perçu par les communes aux alentours de la centrale.
- En Autriche, les producteurs d'électricité payent un tarif d'utilisation du réseau pour l'énergie injectée.

Norvège

- En Norvège, un prélèvement non spécifique ainsi que plusieurs prélèvements spécifiques sont imposés aux producteurs d'hydroélectricité.
- En qualité de prélèvement non spécifique, un impôt foncier est versé par les producteurs aux municipalités. La Norvège est le seul pays analysé pour lequel l'impôt foncier est non pas basé

sur une valeur cadastrale de la centrale mais dépend de la quantité et du prix de l'hydroélectricité produite sur l'année.

- S'agissant des prélèvements spécifiques, une redevance sur les ressources naturelles ainsi que des frais de licence sont payés par les producteurs d'hydroélectricité. Le premier est au bénéfice des municipalités et des comtés et est proportionnel à la quantité d'énergie moyenne produite par la centrale. Le second est au bénéfice de l'État et des municipalités et dépend de la puissance moyenne théorique telle que décrite en Suisse.
- Enfin, au même titre que l'Autriche, les producteurs d'électricité norvégiens payent un tarif d'utilisation du réseau basé sur l'énergie injectée. Ce dernier est révisé annuellement.

Suède

- En Suède, seuls deux prélèvements obligatoires existent sur la production d'hydroélectricité.
- Un impôt foncier est perçu par l'État suédois dont le taux est, depuis une mesure gouvernementale, progressivement revu à la baisse afin d'être réduit d'un facteur 5 à l'horizon 2020.
- Enfin, un tarif d'utilisation du réseau est demandé aux producteurs d'hydroélectricité selon la puissance installée de la centrale.

2. Niveaux des prélèvements obligatoires

Les niveaux des prélèvements obligatoires auxquels sont soumis les producteurs d'hydroélectricité dans les sept pays étudiés ont été évalués en calculant ces prélèvements dans chaque pays pour deux centrales types: une centrale au fil de l'eau et une centrale à accumulation. L'évaluation est basée sur les prélèvements en vigueur en 2017 dans les sept pays étudiés.

Cette évaluation montre (cf. également figures 1 et 2) que pour les deux centrales types, les prélèvements obligatoires sont les plus élevés en Suisse, avec une différence particulièrement marquante pour la centrale type au fil de l'eau pour laquelle les prélèvements obligatoires en Suisse sont:

- plus de 2 fois plus élevés que les prélèvements en Italie, qui est le deuxième pays avec les prélèvements les plus élevés;
- 4 fois plus élevés que la moyenne des 6 pays étudiés hors Suisse;
- 9 fois plus élevés que les prélèvements en Allemagne.

Suisse

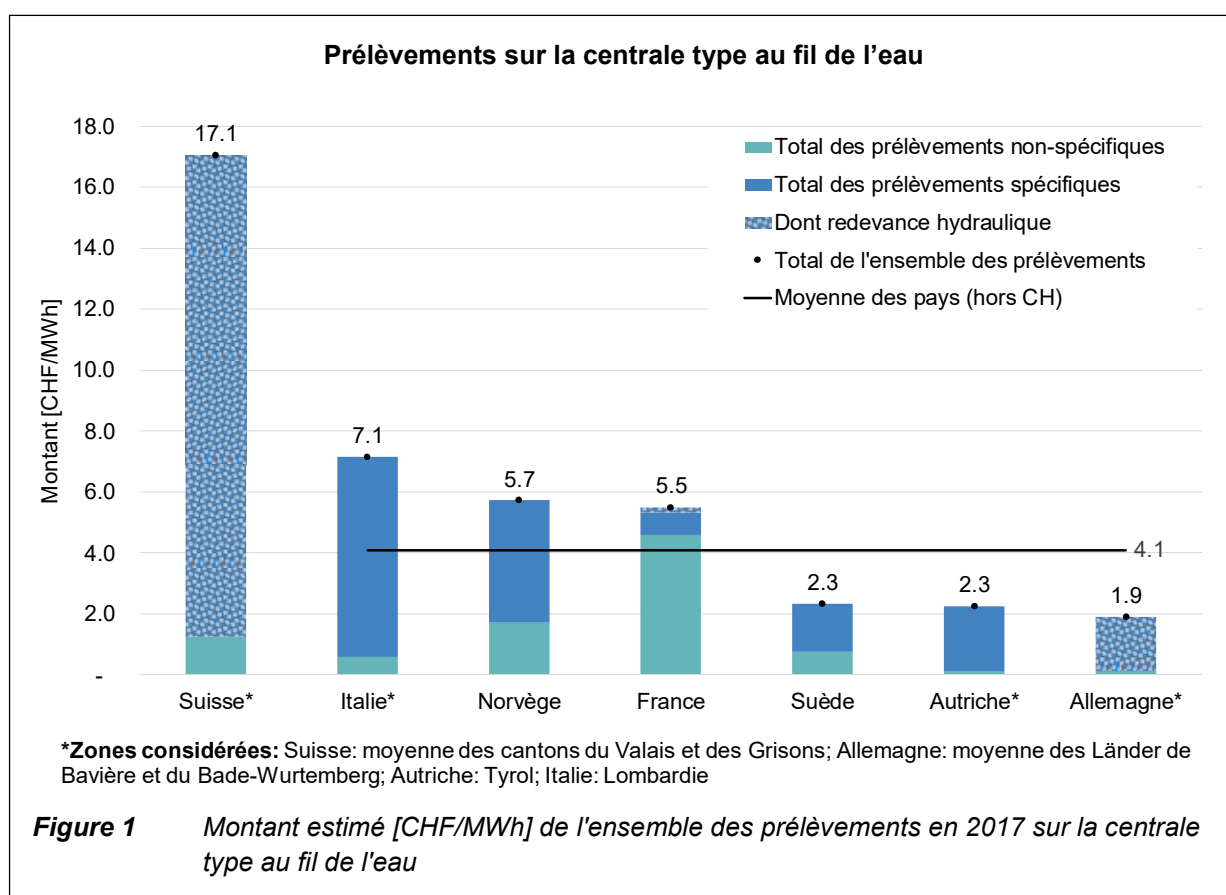
- La Suisse soumet les producteurs d'hydroélectricité aux plus hauts prélèvements comparativement aux autres pays de l'analyse. Sur l'ensemble des prélèvements obligatoires, la Suisse prélève des montants pouvant être jusqu'à 9 fois supérieurs à ceux de certains pays (Allemagne et Autriche).
- Les prélèvements non spécifiques représentent une part très faible des prélèvements totaux.
- Les prélèvements spécifiques, composés de la redevance hydraulique y.c. l'impôt spécial, constituent pour la centrale type au fil de l'eau 92% du montant total des prélèvements obligatoires et 84% pour la centrale type à accumulation.
- Il n'y a pas de différence notable de niveaux de prélèvements entre les deux types de centrales.

France

- Le montant des prélèvements obligatoires pour la centrale type au fil de l'eau est environ 3 fois inférieur à celui de la Suisse, tandis que pour la centrale type à accumulation il est inférieur à celui de la Suisse d'un peu moins de 7%.
- La répartition des prélèvements est l'inverse de celle observée en Suisse avec des prélèvements non spécifiques, constitués principalement des impôts fonciers, qui représentent environ 83% des prélèvements obligatoires. Ces impôts sont basés sur la valeur locative de l'ouvrage, qui est nettement supérieure pour les aménagements à accumulation comparativement aux ouvrages au fil de l'eau.
- Les prélèvements spécifiques représentent environ 15% du montant total des prélèvements et majoritairement en raison de l'imposition forfaitaire.
- On observe une différence importante des niveaux de prélèvements entre la centrale type à accumulation, qui est plus fortement taxée, et la centrale type au fil de l'eau, notamment en raison de la part dominante des impôts fonciers dans le montant total des prélèvements, et dans une moindre mesure en raison de l'imposition forfaitaire.

Allemagne

- Outre le fait que peu de prélèvements obligatoires soient imposés aux producteurs d'hydroélectricité, les prélèvements en vigueur sont parmi les plus faibles des sept pays étudiés: près de 9 fois plus faibles qu'en Suisse, pour les 2 centrales types, et plus de deux fois plus faibles que la moyenne des autres pays européens étudiés.



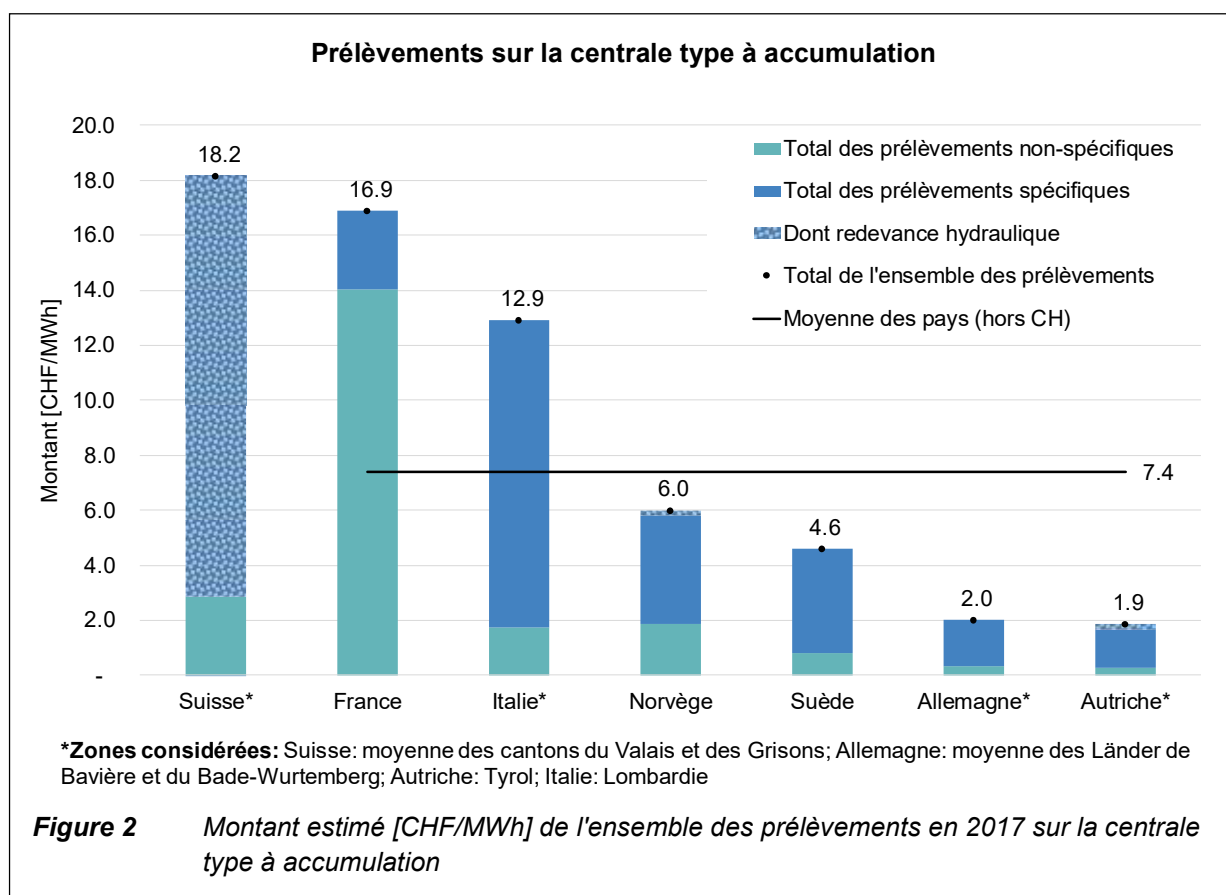
- L'impôt foncier qui constitue l'unique prélèvement non spécifique est très faible en raison d'une estimation relativement réduite de la valeur unitaire des centrales et d'un taux d'imposition bas.
- La redevance hydraulique qui constitue le seul prélèvement spécifique imposé aux producteurs d'hydroélectricité représente pour la centrale type au fil de l'eau 92% du montant total des prélèvements obligatoires et 84% pour la centrale type à accumulation.
- Il n'y a pas de différence notable de niveaux de prélèvements entre les deux types de centrales.

Italie

- Le montant des prélèvements obligatoires pour la centrale type au fil de l'eau est environ 2 fois inférieur à celui de la Suisse, tandis que pour la centrale type à accumulation il est près de 30% inférieur.
- Les prélèvements non spécifiques, composés uniquement des impôts fonciers, se révèlent faibles pour les deux types de centrales et représentent environ 10% du montant total des prélèvements.
- Les prélèvements spécifiques, qui comprennent notamment trois redevances différentes, constituent la part majoritaire des prélèvements, avec environ 90% du montant total.
- On observe par ailleurs que les prélèvements totaux sont plus élevés pour la centrale type à accumulation que pour la centrale type au fil de l'eau.

Autriche

- Les prélèvements en vigueur sont parmi les plus faibles des sept pays étudiés: environ 8 fois plus faibles qu'en Suisse pour les deux types de centrales.



- L'unique prélèvement non spécifique est l'impôt foncier qui se révèle négligeable.
- L'unique prélèvement spécifique est le tarif d'utilisation du réseau qui représente 92% du montant total des prélèvements obligatoires pour la centrale au fil de l'eau et 83% pour la centrale à accumulation.
- Il n'y a pas de différence importante de niveaux de prélèvement entre les deux types de centrales.

Norvège

- Le montant total des prélèvements est en dessous de la moyenne des pays analysés pour la centrale à accumulation et au-dessus de la moyenne pour la centrale au fil de l'eau. Par ailleurs, quel que soit le type de centrale, le niveau total des prélèvements en Norvège est 3 fois inférieur au niveau suisse.
- L'unique prélèvement non spécifique est l'impôt foncier qui se monte à environ 30% des prélèvements totaux.
- Les prélèvements spécifiques composés de la redevance hydraulique, des frais de licence et du tarif d'utilisation du réseau représentent environ 70% des prélèvements totaux.
- Il n'existe par ailleurs pas de différence notable entre les niveaux de prélèvement des deux types de centrales.

Suède

- Le montant total des prélèvements est en dessous de la moyenne des pays analysés et plus de 7 fois inférieur aux prélèvements en Suisse pour une centrale au fil de l'eau et près de 4 fois inférieur pour une centrale à accumulation.
- L'impôt foncier, qui représente l'unique prélèvement non spécifique, se monte à 35% du montant total des prélèvements pour une centrale au fil de l'eau et à 18% pour une centrale à accumulation.
- L'unique prélèvement spécifique est le tarif d'utilisation du réseau qui représente le reste des prélèvements obligatoires, à savoir 65% des prélèvements totaux pour une centrale au fil de l'eau et 82% pour une centrale à accumulation.
- On observe par ailleurs des prélèvements 2 fois plus importants sur la centrale type à accumulation que sur la centrale type au fil de l'eau.

ⁱ Les prélèvements analysés sont ceux qui affectent la rentabilité avant impôts sur les bénéficiaires. L'impôt sur les bénéficiaires n'affectant pas la capacité des sociétés hydroélectriques à dégager un profit positif, celui-ci n'a pas été pris en compte.

ⁱⁱ Ouvrages de production hydroélectrique de 10 MW de puissance installée au moins, généralement exploités dans le cadre d'un régime de concession. Les ouvrages analysés sont les centrales à accumulation et les centrales au fil de l'eau. Les aménagements de pompage-turbinage ne sont pas pris en compte, ni l'énergie gratuite. En effet, bien que contraignante pour certains producteurs hydroélectriques en Suisse, l'énergie gratuite peut être négociée entre l'autorité concédante et le concessionnaire, ces pratiques n'étant pas encadrées par la loi et étant très différentes d'un aménagement à l'autre.

ⁱⁱⁱ Certains pays analysés présentent des différences régionales quant à l'application des prélèvements obligatoires. Pour ces pays, les régions les plus concernées par la production hydroélectrique ont été retenues pour l'analyse des prélèvements. L'analyse a été focalisée sur les cantons du Valais et des Grisons pour la Suisse, sur les Länder de Bavière et du Bade-Wurtemberg pour l'Allemagne, sur la région du Tyrol pour l'Autriche et enfin sur la Lombardie pour l'Italie. Ainsi, les conclusions, bien qu'indiquées par pays pour des raisons de simplicité de notation, ne concernent que les régions susmentionnées.

^{iv} Les cantons perçoivent une redevance hydraulique et, le cas échéant, un impôt spécial, dans les limites des prescriptions du droit fédéral (taux maximal de la redevance hydraulique selon la Loi sur les forces hydrauliques). Dans le canton du Valais, 40% du taux maximal fixé par la Confédération sont perçues par les communes sous forme d'une redevance hydraulique, alors que le canton touche 60% sous forme d'un impôt spécial. Dans le canton des Grisons, le canton perçoit 50% du taux maximal fixé par la Confédération sous forme d'une redevance hydraulique, tandis que les communes peuvent également percevoir une redevance hydraulique à hauteur de 50% au maximum.